



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

Charte      
RELATIONS FOURNISSEURS
ET ACHATS RESPONSABLES
SIGNATAIRE

**Refonte du système de vidéosurveillance
des sites Millénaire 2 & 3 du ministère de la Justice**

**Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son
annexe n°1 au RGPD**

Numéro de la consultation : DG12032025

Appel d'offres restreint (AOR)

Table des matières

Article I.	Pouvoir adjudicateur	3
Article II.	Objet et caractéristiques de la consultation	3
Article III.	Documents contractuels	4
Article IV.	Durée	4
Article V.	Opérations de vérification – Décision après vérification	5
Article VI.	Prix du marché	6
Article VII.	Modalités de facturation et de règlement	6
Article VIII.	Personnel affecté à l'exécution du marché.....	9
Article IX.	Avance	9
Article X.	Déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé	10
Article XI.	Cession du marché	12
Article XII.	Pénalités	12
Article XIII.	Promotion de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »	13
Article XIV.	Résiliation	14
Article XV.	Confidentialité	15
Article XVI.	Régime des droits de propriété intellectuelle	16
Article XVII.	Développement durable	16
Article XVIII.	Obligations sociales : promotion de la diversité - Egalité femmes/hommes	16
Article XIX.	Marchés de prestations similaires	17
Article XX.	Sous-traitance	17
Article XXI.	Différends	17
Article XXII.	Litiges et contentieux.....	20
Article XXIII.	Articles dérogatoires au CCAG	20
Annexe au RGPD		21

Article I. Pouvoir adjudicateur

Ministère de la Justice

Secrétariat général – Service des finances, des achats et de la conformité (SFAC)
Sous-direction du budget et des achats (SDBA)
Département ministériel des achats (DMA)
Bureau des marchés (BM)
13, place Vendôme
75042 PARIS CEDEX 01

Article II. Objet et caractéristiques de la consultation

II.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la refonte du système de vidéosurveillance des sites Millénaire 2 & 3 du ministère de la Justice.

Les lieux d'exécution des prestations de service sont :

- Le bâtiment du Millénaire 2 (M2) sis 35 rue de la gare, 75019 Paris,
- Le bâtiment Olympe de Gouges (M3) sis 35 rue de la gare, 75019 Paris,

A noter :

Les deux (2) bâtiments (M2 et M3) ont été identifiés comme sensibles au regard de leurs missions indispensables au fonctionnement des activités judiciaires à l'échelle de la Nation. Ils abritent des zones sensibles devant faire l'objet d'une surveillance particulière car présentant une vulnérabilité spécifique et dont l'accès est strictement réglementé.

II.2 Procédure de passation

Le présent marché est passé sous la forme **d'un appel d'offres restreint (AOR)** conformément aux articles L.2124-2, R.2161-6 à 11 et R.2172-1 à 6 du code de la commande publique (CCP).

II.3 Forme du marché

Le présent marché est **un marché simple mono-attributaire traité à prix global et forfaitaire conformément à la décomposition du prix global et forfaitaire (cf. DPGF).**

Ledit marché est estimé à **450 000 € HT sur une durée d'un (1) an, reconductible six (6) mois.**

II.4 Allotissement

En application de l'article L. 2113-11, 2° du CCP, **le présent marché n'est pas alloti.** En effet, la dévolution en lots séparés risquerait de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations. Plus précisément, les prestations composant le présent marché ne peuvent être scindées. Ces opérations nécessitent le recours à un même prestataire en capacité de

proposer des matériels compatibles entre eux avec des interventions d'un technicien dédié en cas de nécessité.

Article III. Documents contractuels

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

III.1 Pièces particulières contractuelles

- l'acte d'engagement (AE ou ATTRI 1),
- le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont seul fait foi l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur dans ses archives et son annexe RGPD,
- le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont seul fait foi l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur dans ses archives,
- Le mémoire technique du titulaire et ses annexes,
- La matrice OASIS.

III.2 Pièce générale contractuelle

Le Cahier des clauses administratives générales relatives aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

Ce CCAG, bien que non matériellement joint au dossier de consultation des entreprises (DCE), est réputé parfaitement connu des parties.

III.3 Portée des pièces du marché

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Les dispositions du présent marché prévalent sur toutes celles qui figurent sur les documents de réponse, lettres et autres documents échangés par le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature du marché.

Toute clause formulée dans les conditions générales de vente du titulaire contraire aux dispositions du marché est inopposable au pouvoir adjudicateur.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché sans accord préalable et exprès du pouvoir adjudicateur.

Article IV. Durée

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification pour une durée d'un (1) an, reconductible six (6) mois.

Article V. Opérations de vérification – Décision après vérification

Les opérations de vérification sont réalisées par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant sera le seul juge de la qualité des prestations effectuées.

Ce contrôle portera sur l'intégralité des prestations et la qualité de ces dernières. Le pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire toute absence de prestation, tout retard sur les dates de démarrage et délais d'exécution, ou de toute insuffisance de qualité.

V.1 Constatation de l'exécution des prestations

Dès qu'elle aura connaissance de la mauvaise exécution des prestations, le pouvoir adjudicateur avertira le titulaire par courriel, et les réfections mentionnées à l'article ci-dessous ainsi que les pénalités indiquées aux articles ci-dessous seront appliquées.

Le ou les responsable(s) désigné(s) par le pouvoir adjudicateur en charge du suivi de l'exécution de la prestation préviendront immédiatement le titulaire, de toute absence de prestation, de tout retard sur l'exécution normale sur les dates de démarrage ou délai d'exécution, ainsi que de toute insuffisance de qualité de la prestation.

V.2 Réfaction

Lorsqu'une prestation n'aura pas été effectuée, ou partiellement, il y aura lieu d'appliquer une réfaction proportionnelle à l'importance des imperfections sur la créance correspondante.

V.3 Vérification quantitative et qualitative

Ces opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues au chapitre 5 du CCAG-FCS.

Elles ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées,
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, le pouvoir adjudicateur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni,
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-FCS.

V.4 Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 25.1 du CCAG-FCS par la personne responsable du marché.

Article VI. Prix du marché

Contenu et forme des prix

Le marché est traité à prix global et forfaitaire. Les prix sont portés sur la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Ils sont fermes pour toute la durée d'exécution du marché mais actualisables pour tenir compte de l'évolution économique entre leur date d'établissement et le début d'exécution des prestations.

Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi, notamment, que tous les frais afférents à l'exécution des dites prestations (élaboration et duplication des documents, déplacements, etc.).

Conformément aux articles L.2191-4 et R.2191-20 et suivants du CCP, des acomptes pourront être versés au titulaire selon une périodicité trimestrielle.

Toutefois, conformément à l'article R.2191-22 du CCP, si le titulaire est une PME ou un artisan au sens de l'article R.2151-13 du CCP, cette périodicité peut être mensuelle à sa demande.

En toute circonstance, l'acompte rémunère un service fait et ne doit en aucun cas excéder la valeur des prestations auquel il se rapporte.

Article VII. Modalités de facturation et de règlement

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique,
- ordonnance n° 2021-1190 du 15 septembre 2021 relative à la généralisation de la facturation électronique,
- arrêté du 7 octobre 2022 relatif à la généralisation de la facturation électronique dans les transactions entre assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée et à la transmission des données de transaction.

La transmission est obligatoirement sous forme électronique.

Les paiements interviennent après le constat du service fait sur la base des factures comportant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date de facturation,
- le numéro de marché,
- le numéro d'engagement juridique CHORUS du marché,
- la date de notification du marché,
- le numéro d'engagement juridique CHORUS du bon de commande,
- les nom et adresse de la personne publique,
- la prestation effectuée et sa date d'exécution,
- le montant total hors taxe de la prestation exécutée et le montant T.T.C,
- le code de service exécutant,
- un relevé d'identité bancaire ou postal.

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une cause licite de suspension des obligations du prestataire. Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale, et sans indemnité, du marché par la personne publique aux torts exclusifs du prestataire.

VII.1 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

VII.2 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'euro (€).

VII.3 Modalités de transmission des factures

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après attestation du service fait par l'acheteur.

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts et au décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique.

Les factures seront mensuelles.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

a) Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :

- par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

- en utilisant des web services (en mode API – Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

et

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter »

VII.4 Modalités de règlement

Le règlement se fait par virement administratif.

COMPTE A CREDITER :				
domiciliation	<input type="text"/>			
Référence bancaire	code banque	code Guichet	n° du compte	RIB
	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Le Titulaire joint un RIB.

Le délai de paiement des factures est de trente (30) jours à compter de la réception de la facture par les services de l'administration conformément à l'article R.2192-10 du CCP.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé

directement. Conformément à l'article R.2192-31 du CCP, le taux des intérêts moratoires applicables est « égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage ».

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Ils sont calculés sur le montant total dû, toutes taxes comprises, après application, le cas échéant, des clauses de révision et de pénalité.

Conformément à l'article D.2192-35 du CCP, s'ajoute aux intérêts moratoires une indemnité forfaitaire de 40€ (quarante euros) pour frais de recouvrement. La personne habilitée à signer le marché est le Secrétaire Général du ministère de la Justice.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le ministre de la Justice. Le comptable assignataire est le chef du service de contrôle budgétaire et comptable du ministère de la Justice.

Article VIII. Personnel affecté à l'exécution du marché

Le personnel affecté à l'exécution du marché tel qu'indiqué dans l'offre du titulaire ne peut être remplacé qu'avec l'accord express du pouvoir adjudicateur. Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur refuserait le changement proposé par ce titulaire, il appartiendrait à celui-ci de proposer d'autres personnels. Dans le cas où un accord ne pourrait être trouvé, le pouvoir adjudicateur pourrait résilier le marché sans indemnité. Le prestataire serait alors rémunéré à hauteur des prestations déjà effectuées.

Article IX. Avance

Sauf renonciation du titulaire formulée dans l'acte d'engagement, une avance lui est versée dès lors que les conditions fixées par les articles R. 2191-3 du CCP sont remplies.

Le cas échéant, il est fait application de l'option A définie à l'article A.11 du CCAG-FCS.

Le taux de l'avance est donc de 20% du montant initial toutes taxes comprises du marché lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME, et de 5% dans les autres cas conformément à l'article R.2191-7 du CCP.

Les conditions de remboursement sont celles prévues par les articles R.2191-11 et R. 2191-12 du CCP.

Article X. Déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé

L'attributaire s'engage à produire, **dans un délai de sept (7) jours** à compter de la réception du courrier d'attribution, puis, une fois titulaire, **tous les six (6) mois** jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents visés par ce courrier :

- **Attributaire/titulaire individuel ou membre du groupement établi en France**

- Dans tous les cas :

- **Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale**, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six (6) mois (articles D.8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).
- **Un certificat délivré par l'administration fiscale** attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts et taxes dont relève le demandeur, datant de moins de six (6) mois
- **La liste nominative des salariés étrangers employés par l'entreprise et soumis à autorisation de travail**, conformément aux articles D.8254-2 à 5 du code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

- Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (**RCS**) ou au Répertoire des Métiers (**RM**) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une **profession réglementée**, l'un des documents suivants (article D.8222-5-2° du code du travail) :

- **Le numéro unique d'identification INSEE à jour**. Si le pouvoir adjudicateur se trouve dans l'impossibilité technique d'accéder aux données nécessaires en utilisant ce numéro, l'attributaire communique un extrait d'immatriculation au registre ou au répertoire auquel il est inscrit ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- Un **devis**, un **document publicitaire** ou une **correspondance professionnelle**, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- Un **récépissé du dépôt de déclaration** auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- **Attributaire/titulaire individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger**

- Dans tous les cas :

- Un **document qui mentionne** (*article D.8222-7-1°-a du code du travail*) :
 - en cas d'assujettissement à la TVA, **son numéro individuel d'identification à la TVA en France**, attribué par la direction des finances publiques en application de l'article 286 ter du code général des impôts.

OU

- pour le candidat individuel ou le membre du groupement qui n'est pas tenu d'avoir un numéro individuel d'identification à la TVA en France : un **document mentionnant son identité et son adresse** ou, le cas échéant, les **coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France**.
- Un **document attestant de la régularité de sa situation sociale** au regard du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale (*article D.8222-7-1°-b du code du travail*).
- Un **document attestant qu'il a satisfait à ses obligations de déclarations sociales et de paiement de ses cotisations sociales** (*article D.8222-7-1°-b du code du travail*), parmi les documents suivants :
 - lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes.

OU

- un document équivalent.

OU

- à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice s'assurera de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales.
- Un **certificat** établi par les administrations et organismes du pays d'origine compétents **prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites**.

Lorsqu'un certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par le candidat individuel ou le membre du groupement devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

- **Dans le cas où son immatriculation à un registre professionnel** dans le pays d'établissement ou de domiciliation est obligatoire, l'un des documents suivants (*article D.8222-7-2° du code du travail*) :

- Un document émanant des autorités administratives ou judiciaires tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription.

- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel.
- Pour les entreprises en cours de création, un document émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre datant de moins de six (6) mois.

Article XI. Cession du marché

Le présent marché ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, par le titulaire, sauf accord écrit et préalable de du pouvoir adjudicateur.

Article XII. Pénalités

Par dérogation aux dispositions des articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS, le montant des pénalités de retard n'est pas limité à 10% du montant total hors taxes du marché et le titulaire n'est pas exonéré de pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble du marché. Il est engagé dès le premier euro.

Outre la possible réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées par le pouvoir adjudicateur lors des opérations de vérification dans les conditions prévues au chapitre 5 du CCAG-FCS, et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur est susceptible d'appliquer, **sans mise en demeure préalable**, les pénalités suivantes :

XII.1 Pénalités pour retard

En cas de retard dans la remise d'un livrable (dossier d'exécution – cf. article 1.7.2 du CCTP - et dossier d'ouvrage exécuté – cf. article 1.7.6 du CCTP), le titulaire sera redevable d'une pénalité de 200 € par jour de retard.

XII.2 Pénalités pour mauvaise exécution

En cas d'absence aux réunions de chantier, le titulaire sera redevable d'une pénalité forfaitaire de 150 €.

A noter :

En cas de mauvaises implantations/installations des équipements/matériels, le titulaire devra remettre en état à ses frais et selon les règles de l'art.

En cas d'utilisation d'équipements/matériels non conformes à celui/à ceux mentionnés dans le cahier des charges, le titulaire devra remettre en état à ses frais et selon les règles de l'art.

En cas d'utilisation de matériels/équipements usagés ou de seconde main, le titulaire sera redevable d'une indemnité forfaitaire de 50 € par matériel/équipement affecté (cf. article 1.7.3 du CCTP).

En cas d'absence de nettoyage des locaux après implémentation du matériel et équipements, le titulaire sera redevable d'une indemnité forfaitaire de 50 € par local non nettoyé (cf. article 1.7.4 du CCTP).

En cas d'ajournement des réceptions MOM (mise en ordre de marche, article 3.6.1. du CCTP), VA (vérification d'aptitude, article 3.6.2. du CCTP) et VSR (vérification de service régulier, article 3.6.3. du CCTP), le titulaire sera redevable d'une pénalité forfaitaire de 1500 €.

XII.3 Pénalités pour travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées par le pouvoir adjudicateur au titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail en matière de travail dissimulé.

Le montant des pénalités prévues au titre du marché est égal à 500 € par justificatif non fourni.

L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

XII.4 Pénalités pour non-respect de la comitologie

Le titulaire s'expose à une pénalité de 200 € en cas de non-respect de la composition de l'équipe dédiée à l'exécution du présent marché, sans justification préalablement fournie au pouvoir adjudicateur.

XII.5 Pénalités pour non-respect de la clause d'égalité femme/homme

En cas de non-respect des délais de remise du questionnaire amont et/ou de fin de marché relatif à la promotion de la diversité et d'égaconditionnalité ou du bilan, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 50€ par jour ouvré de retard.

Article XIII. Promotion de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »

Le ministère de la Justice s'est engagé dans une démarche « Relations fournisseurs et achats Responsables » (RFAR) avec la signature le 1^{er} juin 2023 de la charte du même nom.

Par cet engagement, le ministère encourage notamment ses fournisseurs :

- à s'intéresser au parcours national des achats responsables,
- à construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées,

- au développement de bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement,
- à s'engager dans un parcours des achats responsables en signant la Charte RFAR voire, pour les plus engagés et les plus déterminés, en travaillant à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,
- l'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), -
- et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <http://www.rfar.fr>.

Article XIV. Résiliation

Les conditions et les modalités de résiliation sont celles prévues par le chapitre 7 du CCAG-FCS

Les clauses suivantes s'y ajoutent :

XIV.1 Résiliation du marché par le pouvoir adjudicateur pour motif d'intérêt général

En application de l'article 42 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution du marché par une décision de résiliation du marché.

Le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision. A cette fin, il doit présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans le délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de résiliation. Le montant de l'indemnité est obtenu en appliquant au montant non exécuté du marché un pourcentage de 5%.

XIV.2 Résiliation pour difficulté d'exécution du marché

En application de l'article 39 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité en cas d'événement, ne provenant pas d'un fait du titulaire, qui rend absolument impossible l'exécution du marché, de sa propre initiative ou si le titulaire le demande.

XIV.3 Résiliation aux torts du titulaire

Le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques dans les cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS et notamment lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations au regard du présent marché.

La décision de résiliation ne peut intervenir :

- qu'après notification au titulaire d'une mise en demeure de respecter ses engagements l'informant de la sanction envisagée et l'invitant à présenter ses observations, et
- qu'une fois que cette mise en demeure sera restée infructueuse pendant un délai de quinze jours à compter de sa réception.

XIV.4 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Par dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire (article XIV.3 ci-dessus).

Article XV. Confidentialité

L'article 5 du CCAG-FCS s'applique au présent marché.

Les clauses suivantes s'y ajoutent :

Le titulaire s'engage à conserver confidentielles toutes les informations qu'il pourrait recueillir à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Le personnel du titulaire est tenu au respect de la confidentialité sur l'ensemble des opérations qu'il réalise pour le compte du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'interdit tout usage personnel des données de base, des fichiers et des résultats des traitements, sans l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur.

D'une manière générale, les documents ou informations confiés par le pouvoir adjudicateur ainsi que les états et les documents provenant de leur traitement par le titulaire sont traités sous la plus stricte confidentialité.

Tout manquement à ces stipulations pourra être sanctionné par la résiliation du marché aux torts du titulaire, en application de l'article XIV.3 du présent CCAP, sans préjudice de toute éventuelle demande de dommages-intérêts.

Article XVI. Régime des droits de propriété intellectuelle

Il est fait application des stipulations de l'article 35 du CCAG-FCS portant cession à titre non exclusif des résultats. Cette cession des droits s'entend sur l'ensemble des livrables et prestations effectuées lors de l'exécution du présent marché, de façon permanente et sur l'ensemble du territoire national. Le prix de cette cession est inclus dans le prix initial du marché.

Article XVII. Développement durable

Le marché doit s'inscrire dans une démarche d'éco-responsabilité. Les documents livrables doivent de préférence être transmis au format dématérialisé et, le cas échéant, mis à disposition sur des supports physiques électroniques et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco-labellisé (de types labels FSC, PEFC ou équivalent).

Par ailleurs, le titulaire fera tout son possible pour que les déplacements de son personnel s'effectuent via l'utilisation de véhicules propres.

Article XVIII. Obligations sociales : promotion de la diversité - Egalité femmes/hommes

Le ministère de la Justice a obtenu le 8 mars 2022 l'alliance du label égalité professionnelle et du label diversité décernée par l'Association française de normalisation (AFNOR). Ce double label vient récompenser l'engagement de la chancellerie dans les domaines de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la promotion de la diversité et de la lutte contre les discriminations.

A ce titre, le ministère est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière. Au-delà du respect de ces dispositions, le ministère est sensible aux actions conduites par ses prestataires dans ce domaine au sein de leur entreprise.

Dès lors, le titulaire doit s'engager au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que la promotion de l'égalité des chances et de la diversité notamment l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ainsi, le titulaire s'engage à renseigner le questionnaire disponible via l'URL ci-dessous, deux (2) mois avant la fin du marché :

https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-JUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm

Pour rappel, ce questionnaire a également été renseigné dans les quinze (15) jours suivant la notification du présent marché.

Article XIX. Marchés de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R. 2122-7 du CCP, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois (3) ans à compter de notification du présent marché.

Le prix de ces prestations similaires consistant au maintien de la solution réalisée est compris dans le montant initial du marché.

Article XX. Sous-traitance

En application des articles R.2193-1 à R.2193-8 du CCP, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines des prestations issues du présent marché. Il s'engage alors à déclarer tout sous-traitant pour acceptation et pour agrément de ses conditions de paiement selon les modalités définies aux articles L.2193-4 à L.2193-7 du CCP.

La sous-traitance totale est interdite. Le manquement à cette disposition est susceptible d'entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire, dans les conditions prévues à l'article XIV.3 du présent CCAP.

Article XXI. Différends

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

1/ Principes communs au règlement amiable des différends

- *Rappels quant aux processus de règlement amiable des différends*

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement amiable des différends. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

- ***Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions***

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur « Relations fournisseurs » ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics.

Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

- ***Confidentialité***

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations.

Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles.

Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

2/ Possibilité de saisir le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs, dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

Monsieur le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs

13 place Vendôme
75042 Paris Cedex 01

Par ailleurs, le médiateur pour les relations entre le ministère de la justice et ses fournisseurs peut être consulté par téléphone au 06 77 62 09 60.

ATTENTION : le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs n'intervient que pour les différends entre le(s) titulaire(s) du marché et le ministère.

- **Modalités de saisine du médiateur « Relations fournisseurs »**

La saisine du médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs doit comporter :

le nom de l'entreprise à l'origine de la demande :

- son numéro de SIRET,
- l'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s),
- l'objet de sa sollicitation,
- le service concerné au sein du ministère de la Justice,
- les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.

Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais.

Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties.

Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

- **Durée de la médiation**

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de 6 mois maximum à compter de la date d'entrée en médiation.

La date d'entrée en médiation est celle précisée par le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à l'article L. 213 6 du code de justice administrative.

3/ Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au Médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du CCP.

Le comité consultatif compétent est :

Direction des affaires juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public
1C - Bâtiment Condorcet
6, rue Louise Weiss - Télédocus 353
75703 PARIS Cedex 13

Article XXII. Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Tous les litiges survenus entre les parties à l'occasion du présent marché et qui ne pourraient pas être résolus de manière amiable, sont de la compétence du :

Tribunal administratif de Paris
7, rue de Jouy
75004 PARIS
01.44.59.44.00

Article XXIII. Articles dérogatoires au CCAG

CCAP	CCAG-FCS	Intitulé
III	4.1	Documents contractuels
XII	14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3	Pénalités
XIV.4	45	Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Annexe au RGPD

Obligations relatives au Règlement Européen sur la protection des données 2016/679 applicables à compter du 25 mai 2018

Dans la mesure où le prestataire aura accès et traitera de données à caractère personnel pour le compte, sur instruction et sous l'autorité du pouvoir adjudicateur, il devra se conformer aux dispositions de l'article 28 du RGPD relatif à la sous-traitance de données.

Ainsi lorsque le prestataire interviendra en tant que sous-traitant dans la mise en œuvre des traitements de données personnelles pour le traitement du courrier et la gestion électronique des documents, il devra offrir des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du présent règlement et garantisse la protection des droits de la personne concernée.

I Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable du traitement

Conformément au Règlement Européen sur la protection des données 2016/679, le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/ont l'objet de la sous-traitance, prévues dans le CCTP ;
2. traiter les données **conformément aux instructions** du responsable de traitement ;
3. **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. s'interdire de transférer hors du pouvoir adjudicateur les données personnelles auxquelles il a eu accès, en dehors des consignes données par le responsable du traitement ;

6. **notifier** au responsable de traitement **les violations de données à caractère personnel** dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente ;
7. aider, dans la mesure du possible, le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'**exercice des droits des personnes concernées** (voir alinéa 3 du II) : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage) ;
8. **aider le responsable de traitement dans le cadre du respect par ce dernier de ses obligations** en matière de réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et lui apporter son concours pour toute consultation préalable de l'autorité de contrôle ;
9. mettre en œuvre les **mesures de sécurité** permettant de garantir la confidentialité des données dont il a connaissance ;
10. communiquer au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, désigné conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données ;
11. au terme du marché, pour quelque cause que ce soit, détruire les données ainsi que les copies existantes dans ses systèmes d'information, après les avoir restituées au responsable de traitement. Le sous-traitant devra justifier par écrit de cette destruction.

II Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

1. fournir au sous-traitant les données nécessaires au traitement visées au CCTP ;
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
3. respecter le **droit à l'information des personnes concernées** par les opérations de traitement au moment de la collecte des données, le cas échéant avec l'aide du sous-traitant (conformément à l'alinéa 7 du I) ;
4. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le Règlement Européen sur la protection des données de la part du sous-traitant.